

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 22 Juillet 2020**

Délibération n° : 16-2020 : Complément à la délibération n° 39-2017 concernant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique.

Objet : Remplacement de la Prime de Service et de Rendement, de l'Indemnité Spécifique de Service et instauration de l'Indemnité liée aux Fonctions, aux Sujétions et à l'Expertise (IFSE) pour les cadres d'emplois des Techniciens et des Ingénieurs territoriaux.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;
VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;
VU le décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 relatif à la prime de service et de rendement ;
VU la jurisprudence et notamment l'arrêt du Conseil d'Etat n° 131247 et n° 131248 du 12 juillet 1995 autorisant un agent seul dans son grade à bénéficier du taux maximum individuel au titre du principe d'égalité de traitement ;
VU le décret n° 2009-1558 et l'arrêté du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires de l'Etat ;
VU le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement ;
VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat ;
VU le décret n° 2011-1988 du 27 décembre 2011 modifié portant statut particulier du corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur ;
VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat ;
VU la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
VU l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale modifie le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, relatif au régime indemnitaire, qui établit les équivalences avec la fonction publique de l'Etat des cadre d'emplois de la fonction publique territoriale, dans le respect de la parité. En outre, le décret n°2020-182 du 27 février 2020 procède à la création d'une deuxième annexe établissant une équivalence provisoire des corps de l'Etat bénéficiant du RIFSEEP permettant ainsi aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP de pouvoir en bénéficier ;
VU l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
VU l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer les régimes indemnitaires antérieurs, la Prime de Service et de Rendement (PSR) ainsi que l'Indemnité Spécifique de Service (ISS), afin d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) ;

Considérant que ce RIFSEEP se compose d'une Indemnité liée aux Fonctions, aux Sujétions et à l'Expertise (IFSE) et d'un Complément Indemnitaire Annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) aux agents relevant des cadres d'emplois de Techniciens et d'Ingénieurs ;

Considérant que selon l'article 1 du décret du 6 septembre 1991 susvisé ainsi modifié :

I. Le régime indemnitaire fixé par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et les conseils d'administration de leurs établissements publics pour les différentes catégories de fonctionnaires territoriaux ne doit pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes.

II. Pour les cadres d'emplois ayant un corps équivalent mentionné à l'annexe 1 qui ne bénéficie pas encore du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, servi en deux parts, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales déterminent les plafonds applicables à chacune des deux parts sans que leur somme dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat sur la base des équivalences provisoires établies en annexe 2 ;

VU les délibérations n° 41-2017 et n° 42-2017 en date du 8 décembre 2017 instituant les différentes primes et indemnités du Syndicat Mixte ;

VU l'avis du Comité Technique du 16 juin 2020 relatif aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférent ;

Le Président propose au Conseil Syndical les tableaux de correspondances des montants plafonds de RIFSEEP applicables aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et des techniciens territoriaux selon l'annexe II du décret 91-875 permettant que ces derniers en bénéficient.

3 groupes de fonctions ont été définis sur la base des 3 critères professionnels prévus par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. (Cette délibération étant complémentaire à la délibération 39-2017, tous les grands principes édictés dans la première sont repris dans cette dernière).

GROUPE DE FONCTION	Ingénieurs	Plafond du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)	Plafond annuel de l'Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (IFSE)
Groupe 1	Direction d'une collectivité	6390	36210
Groupe 2	Chef de pôle	5670	32130
Groupe 3	Responsable d'un service avec encadrement de personnel ou compétences techniques spécifiques	4500	25500
GROUPE DE FONCTION	Techniciens	Plafond du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)	Plafond annuel de l'Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (IFSE)
Groupe 1	Responsable de bureau et niveau d'expertise supérieur, conduite de travaux sur le terrain par entreprise et en régie, gestion des agents portuaires Commandant de port	2380	17480
Groupe 2	Responsable de bureau et niveau de maîtrise supérieur, conduite de travaux sur le terrain par entreprise et en régie, gestion des agents portuaires.	2185	16015
Groupe 3	Responsable de bureau débutant : conduite de travaux sur le terrain par entreprise et en régie, gestion des agents portuaires	1995	14650

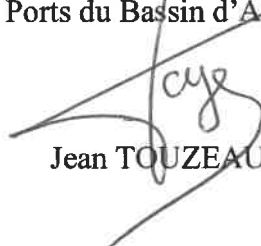
Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 22 juillet 2020 décide :

- De mettre en place le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P) intégrant l'IFSE et le CIA relevant des cadres d'emplois de Techniciens et d'Ingénieurs territoriaux ;
- De donner mandat au Président pour signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré à Audenge le 22 juillet 2020.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*